COM 12 MARS 1985

AFF.BRONZES D'INDUSTRIES c.CARTIER

(Inédit)

DOSSIER BREVET 1985.II.1

G U I D E D E L E C T U R E

- DIVULGATION DE SECRETS DE FABRIQUE : VENTE DE MATERIEL **

I - LES FAITS

- : Contrat de travail entre la Société LES BRONZES D'INDUSTRIES (B.I) et Monsieur CARTIER
- : B.I construit une machine pour l'exploitation d'un savoir-faire permettant la coulée des métaux par centrifugation
- : B.I. licencie CARTIER
- : Contrat de travail entre CARTIER et la société FONDERIES INDUSTRIELLES D'AUVERGNE (F.I.A.)
- : F.I.A. construit une machine inspirée de la machine B.I. mais ne parvient à reconstituer le procédé
- : F.I.A. est déclarée en règlement judiciaire
- : Ordonnance du syndic autorisant F.I.A. à vendre sa machine à Monsieur VANYWAEDE, fondeur
- : B.I. forme opposition à la vente
- 18 Février 1983 : La Cour d'appel de RIOM rejette l'opposition
- : B.I. forme un pourvoi
- 12 Mars 1985 : La Chambre Commerciale de la Cour de cassation rejette le pourvoi

II - LE DROIT

A - LE PROBLEME

1°) Prétentions des parties

a) Le demandeur (B.I.)

prétend, sur la base de l'article 455 N.C.P.C. que la vente incorporant un secret de fabrication doit être interdite

b) Le défendeur (F.I.A.)

prétend que la vente d'une machine n'incorporant pas de secret de fabrication ne peut pas être interdite.

2°) Enoncé du problème

La vente de la machine impliquait-elle divulgation d'un secret de fabrication, en autorisant la prohibition judiciaire ?

B - LA SOLUTION

1°) Enoncé de la solution

"Attendu que la Cour d'appel, par motifs propres et adoptés, a retenu, après expertise, que la machine et l'outillage pris en eux-mêmes ne comprenaient aucun secret de fabrique ; que le seul secret en cause résidait dans le savoir-faire lié à l'utilisation de ce matériel et que Monsieur CARTIER n'avait pu, faute de compétence, transmettre ce savoir-faire ; qu'ainsi elle n'avait pas à répondre à des conclusions inopérantes quant à une prétendue violation d'un secret de fabrique..."

2°) Commentaire de la solution

La vente d'un dispositif industriel peut réaliser la divulgation d'un savoir-faire si l'étude de ce dispositif permet à un homme du métier de reconstituer le know-how pour l'exploitation duquel il a été construit. En pareil cas, si la divulgation du savoir-faire peut constituer une infraction, il est possible pour le titulaire de ce savoir-faire menacé de la divulgation de ses informations, de demander au Tribunal qu'il soit fait obstacle à pareille vente de matériel industriel.

En l'espèce, les tribunaux ont considéré que la menace de divulgation du savoir-faire par la commercialisation de l'appareil n'existait pas. Ils ont, en conséquence, refusé de bloquer la vente du dispositif industriel.

COMM.

L.G

COUR DE CASSATION

Audience publique du 12 mars 1985

M. BAUDOIN, Président

Rejet

Pourvoi n° 83-13.316

Arrêt n° 287 S

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le pourvoi formé par la société LES BRONZES D'INDUSTRIES, société anonyme dont le siège social est à Ammevilles (Moselle), 26, rue de la République,

en cassation d'un arrêt rendu le 18 février 1983 par la Cour d'appel de Riom (3ème chambre civile), au profit :

1°/ des Fonderies Industrielles d'Auvergne, société anonyme dont le siège est à Gerzat (Puy de Dôme),

2°/ de Monsieur Jean HOELTGEN, demeurant à Clermont-Ferrand (Puy de Dôme), 49, rue Montlosier, pris en qualité de syndic du règlement judiciaire de la société Les Fonderies Industrielles d'Auvergne,

3°/ de Monsieur Daniel CARTIER, demeurant à Clermont-Ferrand (Puy de Dôme), 105, rue des Jardins d'Illiane,

4°/ de Monsieur VANYWAEDE, demeurant à Cappelle la Grande (Nord), rue du Kromenouck,

défendeurs à la cassation.

La demanderesse invoque, à l'appui de son pourvoi, le moyen unique de cassation suivant :

«Le moyen reproche à l'arrêt attaqué d'avoir rejeté l'opposition formée par la Société les BRONZES D'INDUSTRIE à l'ordonnance autorisant la vente à Monsieur VANYWAEDE d'une machine appartenant à la Société FIA en règlement judiciaire ; _____

— AUX MOTIFS que l'expert a conclu que le secret de fabrique dont se prévalait la Société "LES BRONZES d'INDUSTRIE" n'avait pas été divulgué par CARTIER lorsque celui-ci, après avoir été licencié par la Société, s'était engagé aux FONDERIES INDUSTRIELLES d'Auvergne, l'intéressé, qui n'avait pas la compétence nécessaire, n'ayant pu parvenir à mettre les procédés en oeuvre. _____

— Qu'il est d'ailleurs établi par les faits de la cause, et non contesté, que la Société "LES FONDERIES d'Auvergne" n'a pu utiliser la machine litigieuse dont la cession a été autorisée à VANYWAEDE par le juge commissaire au règlement judiciaire. _____

— Qu'ainsi aucun secret de fabrication ou "tour de main" spécial n'a été livré à l'acquéreur de la machine VANYWAEDE.

— ALORS QU'en déduisant du seul fait que la Société F.I.A. n'a pu utiliser la machine litigieuse l'absence de livraison d'un secret de fabrication à Monsieur VANYWAEDE, sans répondre aux conclusions de la Société LES BRONZES D'INDUSTRIE qui soutenait que Monsieur VANYWAEDE professionnel extrêmement compétent qui possède tout le savoir faire nécessaire à la copie et à l'usage de la machine pourrait tirer tout le bénéfice de la dite machine copiée sur le modèle qu'elle avait mis au point, la Cour d'Appel a violé l'article 455 du Nouveau Code de Procédure Civile.//

Sur quoi, LA COUR, en l'audience publique de ce jour,

Sur le rapport de M. le Conseiller Le Tallec, les observations de la société civile professionnelle Guiguet, Bachellier et Potier de la Varde, avocat de la société Les Bronzes d'Industrie, de Me Ryziger, avocat des Fonderies Industrielles d'Auvergne et de M. Hoeltgen, les conclusions de M. Galand, Avocat général, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi,

Vu l'article L.131-6 du Code de l'organisation judiciaire ;

Donne défaut contre MM. Cartier et Vanywaede ;

Sur le moyen unique :

Attendu que selon l'arrêt attaqué (Riom, 18 février 1983) une machine permettant la coulée des métaux par centrifugation et divers moules étant compris dans l'actif de la société Les Fonderies Industrielles d'Auvergne, en règlement judiciaire, la société Les Bronzes d'Industrie a fait opposition à l'ordonnance du syndic, M. Hoeltgen, autorisant la vente de ce matériel à M. Vanywaede, fondeur ; que cette société exposait que la machine et l'outillage, copies de son propre matériel, constituaient la violation d'un secret de fabrication emporté par un ancien employé, M. Cartier, embauché par les Fonderies Industrielles d'Auvergne ;

Attendu que la société Les Bronzes d'Industrie fait grief à la Cour d'appel de l'avoir déboutée de son opposition alors que, selon le pourvoi, en déduisant du seul fait que la société les Fonderies Industrielles d'Auvergne n'a pu utiliser la machine litigieuse l'absence de livraison d'un secret de fabrication à M. Vanywaede, sans répondre aux conclusions de la société Les Bronzes d'Industrie qui soutenait que M. Vanywaede, professionnel extrêmement compétent, qui possède tout le savoir faire nécessaire à la copie et à l'usage de la machine pourrait tirer tout le bénéfice de cette machine, copiée sur le modèle qu'elle avait mis au point, la Cour d'appel a violé l'article 455 du Nouveau Code de procédure civile ;

Mais attendu que la Cour d'appel, par motifs propres et adoptés, a retenu, après expertise, que la machine et l'outillage pris en eux-mêmes ne comprenaient aucun secret de fabrique, que le seul secret en cause résidait dans le savoir faire lié à l'utilisation de ce matériel et que M. Cartier n'avait pu, faute de compétence, transmettre ce savoir faire ; qu'ainsi elle n'avait pas à répondre à des conclusions inopérantes quant à une prétendue violation d'un secret de fabrique, alléguant que M. Vanywaede possédait "tout le savoir faire nécessaire à la copie et à l'usage de la machine" ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi.

Condamne la demanderesse, envers les défendeurs, aux dépens, ceux avancés par la société Les Fonderies Industrielles d'Auvergne et M. Hoeltgen, liquidés à la somme de trois francs soixante cinq centimes, en ce non compris le coût des significations du présent arrêt ;

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour de cassation, Chambre commerciale, en son audience publique du douze mars mil neuf cent quatre vint cinq ;

Où étaient présents : M. Baudouin, Président ; M. Le Tallec, rapporteur ; M. Jonquères, Conseiller ; M. Galand, Avocat général ; Melle Ydrac, Greffier de chambre.